

DEADLINE — DATE LIMITE

Égypte : révolution ou résurrection ?

Safaa Fathy

Editions Lignes | « Lignes »

2011/3 n° 36 | pages 92 à 103

ISSN 0988-5226

ISBN 9782355260872

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-lignes-2011-3-page-92.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Lignes.

© Editions Lignes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Deadline — Date limite

Égypte : révolution ou résurrection ?

Safaa Fathy

Deadline

Un pacte se fait à deux ; mais ce « deux » convoque inmanquablement le tiers, témoin réel ou absolu. Condition de la justice disait Derrida. De même, dans chaque pacte il y a une date limite naturelle ou a-naturelle, qui prescrit sa fin ou plus précisément son dépassement, son avoir-lieu, tout en retenant sa trace visible ou invisible au fin fond de ce pacte, ou à sa surface, ou dans son dépliement socio-culturel.

Il y aurait à tout une date limite. Le terme consacré en anglais – « deadline » – dit le lieu, et celui tout aussi consacré en français – « date limite » – dit le temps. Bien prétentieusement, l'humanité s'emploie à poser des limites spatiales et temporelles linéaires, lesquelles sont infranchissables ou le sont plus ou moins discrètement – et c'est presque toujours un mauvais calcul (il y a plus de révolutions vaincues que de victorieuses).

Lors des grandes ruptures historiques, dites révolutionnaires (je ne compte pas les guerres parmi celles-ci), un cycle spatio-temporel impose sa présence et sa logique, son rythme et ses préséances ; son langage, sa voix scandée ou chuchotée. Une roue tourne et elle prend place, elle donne lieu. La roue, dit-on, avait tourné ; la roue de la fortune ou de l'infortune.

Heiner Müller le dit : *on n'y peut rien*, toutes les révolutions du ^{xx}e siècle ont été vaincues. N'est-ce pas vrai ? De là, ajoute-t-il, surgit le seul thème tragique : celui de la contre-révolution. Il en a fait le thème de plusieurs de ses pièces que nous connaissons bien en France : *Hamlet-Machine*, *La Route des chars*, *Mauser*, *Germania. Mort à Berlin*. Toutes ses tragédies appréhendent

la contre-révolution russe et allemande. Les deux grandes promesses du xx^e siècle, 1917 et 1919. Les deux grandes révolutions dont l'énergie inaugurale et vitale a été épuisée soit par la contre-révolution soit par l'épuisement interne de la forme et de l'organisation militarisée du parti bolchevique. Ce n'est ni le temps ni le lieu d'en esquisser la moindre analyse, mais je soutiens l'idée que le printemps arabe a inventé de nouvelles formes : l'absence de partis et de leaders, entre autres ; ce qui le dote d'un trait original incontestable.

Nous n'oublions pas en effet qu'il y eut aussi une révolution vaincue en Grèce, la promesse d'une révolution en Italie, la chute du mur, l'effondrement de l'Union soviétique. Le monde dit arabe n'était jusqu'alors sorti de la colonialité que pour entrer dans le « post- » (la post-colonialité), par l'entrée des domestiques donc, avec des régimes plus colonisateurs que les colons eux-mêmes.

Un jour, le 17 décembre, débute un printemps poussiéreux et fougueux ; sans avenir non plus au sens de plan ou de feuille de route. Une révolution (je ne cherche pas ici à analyser le mot « révolution » ni s'il est juste ou pas). Est une révolution ce que ses acteurs nomment ainsi. Une révolution a eu lieu en Tunisie. Un jour de janvier, une autre rupture historique a lieu et a pris le temps pour cible en Égypte. Place Tahrir, une pancarte dit : « Ta date limite est dépassée. »

Combien de ces dates limites avons-nous dans une vie ? Un nombre incertain et incalculable, – celle, par exemple, à laquelle il faut remettre un texte ; d'autres encore : les « lignes rouges », qu'il faut ne pas franchir, les « lignes blanches », qui interdisent les dépassements.

Je préfère l'anglais ; lui dit ce dont il s'agit : on est « dead », si l'on ne respecte pas les lignes mortes.

Le 3 août 2011 s'ouvre pour la première fois de l'histoire de ce monde dit arabe, le procès d'un président et de ses fils *in presentia*. Un procès civil et non militaire ni révolutionnaire, pour lequel nous sommes des milliers sur la place Tahrir en train de cuire sous le soleil le 8 juillet et pendant les trois semaines suivantes.

Date limite : le 25 janvier. Sur une page Facebook intitulée : « Nous sommes tous Khaled Saïd », figure un appel à sortir le 25 janvier. La limite de ce qu'une vie peut contenir de malheurs. La mort en est une. Mais si la mort tarde à venir et si la survie ne peut tenir sa promesse de survivre, si l'on ne peut plus vivre... mais comment le savoir ? Comment sait-on que la vie est extensible dans sa limite, incroyablement éternelle dans sa possibilité de mourir, infinie dans sa finitude... Comment sait-on que l'on ne peut plus vivre, et que la mort vaut mieux que la vie ? Que la vie est un malheur, une honte, un scandale, une horreur, une humiliation sans limites, et sans *deadline* ?

J'ai compris depuis l'Égypte que l'on ne le sait pas, jamais.

J'ai compris que cette connaissance ne procède pas du domaine du savoir ni de celui du vouloir ; quelque chose arrive et arrive sans que l'on ne le veuille ni même le désire. Le désir a été crevé. C'est jusqu'à la révolution qu'on n'a pas désirée. Nous étions morts et les morts sont sans désir. Tout au plus un reste de désir ou d'espérance ne s'enterre pas avec les corps-morts. J'y crois.

Quelque temps avant le 25 janvier 2011, j'ai créé une page Facebook afin de pouvoir correspondre avec mes amis et connaissances en Égypte. Avec d'autres d'ailleurs, aussi, puisque je fais partie de celles et ceux qui sont sur les routes une bonne partie du temps qu'il m'est donné à vivre, et que j'ai fait mille rencontres reliées à tant d'histoires.

Mon billet d'avion a été pris dès le début du mois pour mon voyage d'hiver en Égypte. Sur Facebook, je lis l'appel : « Il faut sortir le 25 janvier ». Je ne sais pas si cette date limite, cet appel à sortir, sous le nom « event » va en effet être un événement, personne ne le sait ; comment le savoir ? Juste un sentiment ou un pressentiment : c'est peut-être là une limite. À quoi ? Une limite à l'innommable... Nous ne vivions pas seulement sous une dictature, nous étions chaque jour, toutes et tous en Égypte et en dehors, en train à chaque instant de nous courber davantage dans la honte d'être Égyptiens/nes. Nous, et comment dire nous, difficile, mais ça s'est constitué à un moment de cette histoire.

Nous subissons depuis toujours quelque chose qui n'a pas de nom, nous vivons sous un régime qui n'est pas seulement un régime génocidaire, qui ne ressemble pas seulement à une occupation, et qui n'est pas juste une junte militaire ni un régime corrompu, ni même un régime féodal. Pas seulement. Il y a de tout cela et autre chose encore, que je ne sais pas nommer.

Il y a un appel sur cette page qui dit : *event*. Sur Facebook.

Je n'étais pas là le 25 janvier puisque mon billet d'avion avait été réservé pour le 27. Mon pressentiment me disait qu'il y arriverait peut-être quelque chose. Sans plus.

Le 26 janvier, j'entre sur ma page et vois un certain nombre de vidéos publiées de ce qui s'est passé la veille. Des milliers de personnes ont occupé la place Tahrir, venant de tous les quartiers du Caire; on y voit les blindés et les canons à eau, les chiens, les gaz lacrymogènes et les tirs pour vider la place. C'est là que je vois surgir le slogan tunisien arabisé : « Le peuple veut la chute de régime »; et des groupes qui se rassemblent, se dispersent pour échapper à la violence; qui se reforment ailleurs. Une idée se forme en moi : cette histoire ne se terminera pas facilement.

Le 26 c'est le jour où je prépare mon départ. Il me faut faire les valises, terminer mes achats de cadeaux nombreux (l'exilé doit fournir la preuve que sa vie « ailleurs » est meilleure, plus réussie, qu'elle est bonne). Les détails comptent, mes achats doivent comporter l'aspirine effervescente UPSA, des graines de poivre noir, des œufs Kinder (un chocolat avec un jouet dans l'œuf). Les préparatifs sont à leur comble, et puisque l'Égypte veut enfin quelque chose, la chute du régime par exemple, il me faut consulter un avocat en Égypte pour savoir si on risque ou pas de m'arrêter à l'aéroport.

Je pars à Roissy le 27 pour prendre mon avion sur Egypt Air; je sais qu'il y a un deuxième appel pour le lendemain. Vendredi de la colère. À l'aéroport, je rencontre par hasard un ami égyptien en route lui aussi pour l'Égypte. De toute notre « communauté » à Paris, nous sommes les deux qui voyageons et séjournons le plus souvent et le plus longuement en Égypte.

Nous passons le voyage à parler, et je me surprends à dire des slogans dans l'avion. Nous sommes assis à l'arrière de l'appareil. Mon ami voyage en compagnie de sa bouteille de whisky, parce que, sur Egypt Air, on ne fournit pas d'alcool (mais des glaçons, si). Sur les sièges placés devant nous, une famille de salafistes est elle aussi en route pour l'Égypte. À l'arrivée, je la provoque en scandant un slogan : « Ni Ouest ni Est, mais laïque, laïque ! ». Le monsieur à la barbe longue manque me donner un coup, que j'aurais rendu si mon ami n'était pas intervenu, se disputant à son tour avec ce monsieur. On arrive à l'aéroport du Caire, et je vois qu'un *event* est passé par là. L'aéroport me fait penser à un checkpoint en Allemagne de l'Est juste après la chute du mur. Les soldats autrefois résolus à fouiller jusqu'aux pensées sont affligés et las ; ils ne regardent plus même les passeports et les visas.

À l'aéroport, je ne peux plus m'arrêter de scander des slogans ; pour autant, personne ne semble me trouver gênante ni même un peu exaltée. Ça a l'air normal. Le passeport à peine regardé, je demande à l'officier : « Est-ce que Al Baradei est arrivé ? ». L'officier me répond : « Oui, il y a quelques heures, à sept heures. » Je passe les douanes avec mes valises et ma caméra que je transporte toujours en fraude (pour couper court à toute la procédure en vigueur si un Égyptien veut faire entrer une caméra en Égypte). La route de l'aéroport jusqu'à la ville est vide. On arrive enfin à l'appartement qu'une amie m'a prêté au centre-ville.

Le 28 janvier, ma sœur, mes neveux et moi nous nous levons après avoir passé une bonne partie de la nuit éveillés. J'ai un portable que mon frère m'a offert. Le matin, on ne se doute de rien. On essaie de faire fonctionner les portables, mais aucun ne marche. On essaie la télévision pour savoir ce qui se passe, mais la télévision ne marche pas non plus. Je vais frapper chez les voisins (des chrétiens, donc plus disposés à être aimables avec une non-voilée comme moi). Je leur demande s'ils captent Al Jazeera et si les portables fonctionnent. La dame me répond que les portables ne fonctionnent plus et qu'Al Jazeera a cessé

d'émettre; de toute façon, que c'est une chaîne qui ne veut pas le bien de l'Égypte. Une bonne partie des chrétiens d'Égypte pense que Mubarak et son régime constituent un rempart contre les islamistes et que mieux vaut qu'ils restent en place. (Nous avons appris plus tard que l'attentat contre l'église des Saints d'Alexandrie, le jour de l'An, avait été organisé par le ministère de l'Intérieur.)

En tout cas, premier jour en Égypte, et rien ne marche. Peu de temps après, nous nous rendons compte que la fréquence électrique a été manipulée – le récepteur de la télévision a explosé et pris feu. Je sors avec mon neveu Mahmoud chercher un technicien ou un magasin pour acheter un autre récepteur. Un calme étrange règne dans la rue; on trouve une épicerie ouverte pour acheter de quoi faire un petit-déjeuner. Nous sommes six dont un enfant de neuf ans. L'appartement est au 8^e étage et le balcon donne sur les toits des autres immeubles poussiéreux et jonchés de paraboles. Des toits et des toits; avant, quand il m'arrivait de regarder depuis un étage élevé, j'avais toujours l'impression qu'une bombe était passée par là, laissant assez de débris pour faire une ville.

J'essaie mon portable français pour joindre la France, mais il ne marche pas. On comprend que les communications ont été coupées et qu'il va falloir s'y résigner. Reste un téléphone fixe. Je joins des amis pour leur demander d'appeler Paris pour moi. On me répond d'acheter une carte téléphonique internationale. J'envoie mon neveu Mahmoud le faire et je l'attends. Il tarde à revenir.

Depuis le balcon, on voit un bout de la route qui longe une branche du Nil – nous sommes sur al Manial, l'une des îles du Nil au Caire. On entend soudain des voix. Des groupes composés de femmes et d'hommes passent ensemble en route vers une destination inconnue. Ils scandent un slogan: « Un, deux, ou le peuple d'Égypte! ». Je ne comprends pas son sens. C'est la première fois que j'entends un tel slogan. Le peuple d'Égypte convoque le peuple d'Égypte devant le peuple d'Égypte. J'ai toujours pensé que le mot « peuple » ne voulait rien dire; qu'il était même

dépassé. Et j'ai toujours pensé, conformément à mon endoctrinement marxiste, qu'il n'y a que des classes, et pas de peuple. Tous les voisins sortent sur les balcons, ils entendent la même chose que nous. Et puis le flot continue. Toujours par groupes.

Mon neveu tarde à revenir et je ne peux pas le joindre. Il n'y a toujours pas de télévision ni de radio. Pas de nouvelles. Nous avons quelque chose à manger, mais pas beaucoup. Je descends de nouveau, les magasins sont en train de fermer. Mon neveu revient enfin. Il a été regarder ce qui se passe sur l'une des artères qui conduisent à la place. Il a été le témoin d'une bataille entre les manifestants et la police à l'entrée d'un tunnel. Je prépare ma caméra et demande à ma sœur de partir avec moi.

Elle me demande où ; je lui dis que nous ne sommes pas loin de Kasr al Aini Street – on peut y aller et voir sur place. Elle n'arrive pas à se décider, par peur pour les enfants (un de mes neveux n'a que neuf ans et un autre, douze). Nous partons quand même quelque temps plus tard en voiture. Ma nièce, qui avait sa propre voiture, avait décidé de rentrer chez elle.

Dans la rue, des groupes arrivent des quartiers sud du Caire, de Dar al Salam, de Maadi, de Helwan, en marchant. Chacun porte une bouteille d'eau, certains des bouteilles de vinaigre (contre les effets des gaz lacrymogènes). Un groupe de femmes interpelle des hommes assis dans un café, en criant : « Au lieu de rester comme des femmes assises, si vous êtes des hommes rejoignez-nous. » Je filme depuis la fenêtre de la voiture.

Je ne ressens rien. Aucune peur ; je ne suis plus exaltée ; comme si cela allait de soi. Comme si c'était la date limite d'une vie. Elle n'est plus valable telle quelle après. C'est fini, la date limite, la *deadline* est tracée et personne ne peut revenir en arrière. Et personne n'a peur. Je quitte ma sœur, mon neveu et moi partons en filmant. J'essaie de le retenir tout le temps près de moi de peur que l'on se perde.

Quelque temps plus tard, dans cette rue où il y a beaucoup d'hôpitaux, les infirmières, les médecins, les aides soignants descendent et distribuent des masques médicaux. Chacun s'empare d'un masque et nous marchons toutes et tous masqués.

Je suis toujours membre d'un groupe qui s'appelle « Solidarité avec l'Intifada du peuple tunisien ». Avant de partir, j'ai lu sur leur site qu'il fallait avoir du Coca-Cola pour soigner les effets des gaz lacrymogènes. J'en ai une bouteille sur moi. Je filme des groupes; nous scandons ensemble: « Liberté et justice sociale »; « Le peuple veut la chute du régime ». J'entends au loin « Ô nos gens, venez avec nous. La liberté est pour vous et pour nous » Tiens, la liberté! Depuis combien du temps n'avais-je pas entendu ce mot?

Avant d'avancer en voiture, on demande ce qui se passe plus loin. Un monsieur me répond qu'il faut avancer, mais qu'au cas où il y aurait des problèmes, on ferait demi-tour. Puis il demande à ma sœur son signe du zodiaque; elle lui répond: « scorpion ». « Ah, dit-il, elles sont des femmes très difficiles; ma deuxième femme est scorpion. » Hala s'indigne: « Tu as une deuxième femme? – Oui, répond-il. – Nous allons faire une loi pour te l'interdire, dit-elle ».

Au début de la rue on ne peut plus avancer; ma sœur se gare dans une rue adjacente et je repars avec mon neveu Mahmoud. Pour rejoindre la tête de la manifestation.

Nous avons à peine commencé, mais nous savons que cette route est la seule valable, la seule possible, la seule intelligible.

Et le diable lui-même en figure de contre-révolution: certains islamistes, salafistes et *floul* (les restes de l'ancien régime) ne pourront rien, pas même faire mourir les ressuscités. Ils pourront juste faire tomber davantage de victimes.

Rien ne peut entraver cette énergie proprement sacrée. Le sacré est dans la rue et à la portée de tout le monde. Chacun s'adresse à l'autre dans cette rue d'une façon surprenante, comme si nous savions tous que ce jour était inscrit quelque part, prescrit, et qu'il était arrivé. Nous avançons par la force du destin et non par décision; personne n'a rien décidé.

Le corps propre ne compte plus. Comme des figures abstraites, dont la souffrance ou la douleur physique ne prend pas place dans le corps dit propre, mais en dehors de lui.

Un moment, nous sommes, mon neveu et moi, en tête de manifestation. Le slogan était: « Messieurs les officiers, combien

sont morts par vos mains ? » Mon père était officier, mon frère est officier, pratiquement tous mes neveux adultes sont des officiers de police.

Nous sommes toujours le 28 janvier, on entend les tirs, puis les gaz sont lâchés et je suis toujours en train de filmer. On court et je trouve refuge dans une cage d'escalier. Il fait sombre, nous y sommes une dizaine, femmes et hommes, toutes et tous en train de suffoquer à cause des gaz, dont la date limite a elle aussi été dépassée – le gaz aussi avait sa *deadline*. On entend des tirs, mais nous n'identifions pas d'où ils viennent. Plus tard on apprendra que des snipers ont été placés en haut des immeubles de la rue.

Je perds mon neveu. Mais je continue à filmer. Je reviens chercher ma sœur mais je ne la retrouve pas, ni la voiture. Je n'ai la clé de nulle part. Les communications sont toujours coupées. En revenant en arrière, la fumée des gaz est arrivée de partout, non seulement à travers la ligne de front, mais par les rues adjacentes aussi, en formant des lignes qui barrent la route. Je continue mon chemin, la colère monte et on entend des tirs de balles. Je vois de vieux messieurs et de vieilles femmes assis sur des bancs publics, en train de reprendre leur souffle ; nos yeux sont en feu. Mais auparavant, pendant le combat, le face à face, je vois des jeunes gens torsés nus qui reprennent les bombes (des vraies) avant qu'elles n'exploient et les renvoient sur les troupes. Les snipers les visent à la tête, tuant certains, en rendant d'autres aveugles.

Je retourne sans savoir où retourner, et je filme cette petite fille qui demande à son oncle de l'accompagner à la manif, comme toutes ces personnes insoupçonnables d'avoir la moindre pensée politique.

Je fais du stop. Une petite camionnette à l'égyptienne me prend. Le conducteur porte des lunettes épaisses ; derrière les verres, il a les yeux rouges. Il me dépose quelque part ; j'ai juste le temps de voir une famille entière, homme, femme et deux enfants sur un Vespa ; les enfants portent des ballons qui flottent dans l'air derrière eux. Je marche un peu, et constate que les rues sont vides. J'arrive à un pont où je vois un blessé par balle,

à terre, attendre une ambulance. Je filme. La police intervient qui prétend qu'il est tombé et s'est blessé lui-même. La blessure était entre ses yeux, comme toutes les blessures de la révolution – les snipers visent toujours à la tête.

Un couple typique de la classe moyenne, femme portant un foulard, maquillée quand même et homme en costume, les deux d'une corpulence assez forte, regarde la scène. Je leur demande où ils vont, ils m'indiquent une destination et je monte avec eux. Ils me demandent si je suis une activiste : je réponds que je l'aurais souhaité, mais que je ne peux pas l'être. Je continue avec eux pendant un moment, puis je descends et continue à pied.

Je décide d'aller chez une amie près du centre-ville. Mais il faut encore marcher. Je vois un taxi, que j'arrête en me plaçant au milieu de la route, et on repart. On passe sur le pont suspendu du quartier de Dokki d'où l'on entend une autre manifestation arriver, celle en vérité qui serait décisive ce jour-là. La police étant entassée à l'entrée de la place Tahrir, du côté de Kasr al Aini Street, ces manifestants arrivent sur la place par centaines de milliers de Gizeh, de l'autre côté. Pour cela, ils doivent passer par le pont de Kasr al Nil, protégé par deux lions filmés par les frères Lumière au début du xx^e siècle. Le pont-est ne s'ouvre pas ; se serait-il levé, il l'aurait été sous les pieds des manifestants, sans trop de soucis ni d'états d'âme.

Je prie le chauffeur d'arrêter la voiture et je me place sur le pont suspendu pour regarder le flot d'hommes et de femmes arrivant sans interruption. La manifestation est composée de petits groupes d'individus dans l'absence totale de banderoles ou de slogans qui pourraient indiquer une quelconque provenance politique organisée. Tous les slogans portent sur la dignité et la liberté, et toujours : « Le peuple veut la chute du régime ». Je filme la manifestation et puis reprends le taxi qui m'amène chez des amis que je connais depuis plus de trente ans.

J'entre dans leur appartement où Al Jazeera est allumé ; c'est là que je vois ce qui se passe sur la place. D'abord un blindé qui est renversé par la seule force des mains des manifestants. Omar, le fils aîné de mon ami, commence à parler de destructions et de

pillages de biens publics. Je lui dis que j'en reviens, qu'il n'y a ni pillage ni destruction de biens publics. Il me répond que le blindé est un bien public. Je me tais.

Puis, autre image : celle d'un blindé qui cherche à écraser les manifestants. Là, j'entends un hourra de la part de ce même garçon, auquel son père dit qu'il ne faut pas réagir ainsi. Je me lève en leur disant regretter qu'ils restent ainsi assis dans leur maison et réagissent de la sorte ; le père me dit qu'il ne me retient pas. Une autre *deadline* – la date limite de cette relation est atteinte.

Je sors, avec mon sac sur le dos, avec ma caméra, le Coca-Cola et le reste. Je marche dans la rue et décide d'aller chez ma sœur qui habite dans un endroit très éloigné ; j'ignore s'il s'y trouve quelqu'un ou non. Au moins, me dis-je, je pourrai me coucher dans la cage d'escalier devant chez elle, et l'attendre. Je n'ai toujours pas de nouvelles d'elle, ni de mon neveu, ni de personne. Le chauffeur du taxi est terrifié, je ne comprends pas pourquoi, mais je m'emploie à le calmer, à lui dire tout le bien possible. En route, on voit des femmes affolées qui cherchent un moyen de transport ; on s'arrête pour en prendre quelques-unes allant dans notre direction.

Par miracle, j'ai trouvé un autre taxi, sans doute le dernier dans les rues du Caire ce soir-là. Le couvre-feu est décrété au moment même où je monte dedans. Le chauffeur se montre très énervé ; je lui dis (comme si ça ne se voyait pas) que je suis une femme seule et qu'il me faut rentrer chez moi (mais quel « chez moi » ?).

Puis, on arrive ; il me laisse à l'entrée de la rue ; je lui donne une importante somme d'argent (par chance, arrivant de Paris, j'en avais sur moi). Chez ma sœur, ma nièce ouvre la porte ; une autre nièce regarde la télévision ; on y parle des attaques contre tous les commissariats à travers la République ; contre les prisons d'où tous les détenus ont été libérés ; et des pillages de quelques magasins, dont Carrefour. Quelque temps plus tard, une autre nièce, mariée à un officier de police qui travaille pour le Premier ministre, arrive avec son mari et son enfant pour trouver refuge

chez ma sœur, qui n'est toujours pas là et dont nous n'avons toujours aucune nouvelle.

Les lignes de téléphones fixes fonctionnent encore. Enfin un coup de fil, ma sœur a réussi à se rendre à l'appartement de mon amie dans le quartier de Manial, dont elle a la clé. Elle est en voiture et ne peut plus revenir chez elle en raison du couvre-feu et du chaos général.

À la télévision, on apprend par la police qu'un million et demi de personnes ont pris la fuite et tentent de se cacher. Mon frère, lui, se cache dans le commissariat d'un village reculé au sud, défendu par ses habitants; il y est resté tout au long de la révolution. Le matin de cette journée qui a semblé durer un siècle, il m'a appelé pour m'interdire de me rendre à la manifestation; il me menace de prendre toutes les mesures nécessaires pour m'en empêcher; il me rappelle au passage tous les malheurs que j'aurais prétendument causés à la famille en m'engageant. Ce reproche a été la cause de mon départ d'Égypte il y a 30 ans. Mais je suis revenue, et je reviendrai toujours.

Voilà donc la scène: la police est totalement vaincue; elle ne reviendra pour réprimer les manifestants qu'avec l'armée, jamais seule. Les blindés de l'armée ont été placés aux endroits stratégiques de la capitale et aux entrées de la place Tahrir. Les officiers et les agents de la police se cachent. La place Tahrir a été occupée par les manifestants d'une part et par les chars d'autre part.

Les morts ont ressuscité. L'un des occupants de la place m'a dit: « J'étais mort, je suis devenu Égyptien ».

À suivre...